

Monsieur le Sous-Préfet,

Mesdames et Messieurs les Conseillers Régionaux,

Mesdames et Messieurs les Conseillers Départementaux,

Mesdames et Messieurs les élus,

Monsieur le Directeur départemental de l'Office National des
Combattants et Victimes de guerre,

Monsieur le représentant du délégué Militaire Départemental d'Ille-et-
Vilaine,

Monsieur le Directeur zonal de la Police Nationale Ouest,

Monsieur le commandant en second de la Compagnie de Gendarmerie
De Saint-Malo,

Monsieur l'Adjoint au Commandant du Centre d'Incendie et de Secours
de Saint-Malo,

Monsieur le Président du Comité de Liaison des Associations
Patriotiques,

Mesdames et Messieurs les Présidents des Associations Patriotiques et
des Ordres Nationaux,

Mesdames et Messieurs les Portes Drapeaux,

Mesdames et Messieurs les représentants du Conseil Municipal des
Jeunes,

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes aujourd'hui réunis pour partager un temps fort et un
effort de mémoire collective. Il y a 85 ans, à 22 heures, était prononcé
le discours le plus important de notre histoire contemporaine dans la
plus grande des discrétions.

Si je m'adresse à vous aujourd'hui, je suis presque tenté de le faire à
voix basse, presque dans le silence. Car, si c'est tout un pays, voire un
continent, qui commémore aujourd'hui l'appel du 18 juin, ils n'étaient
que quelques-uns à avoir pu entendre les déclarations de cette voix
d'Outre-Manche.

Ce 18 juin, que nous célébrons, n'a pas eu, sur l'instant, le fracas des grandes décisions. Il n'a pas été salué par des foules ni contesté par des coups de canon. Il s'est manifesté dans la pénombre d'un studio londonien, sur une fréquence fragile, un soir de bombardement.

Il n'y a pas eu de foule pour l'accueillir. Pas plus que de certitudes. Il y avait, en revanche, un homme seul, qui s'adressait à qui voulait bien l'entendre. Près de 30 heures après que le Maréchal Pétain eut annoncé la fin des combats et la demande d'armistice, un général méconnu, sans troupe, sans titre officiel, affirmait que la guerre continuait. Et que la France n'était pas vaincue.

L'appel du 18 juin est une bouteille jetée dans la Manche. Un pari sur l'avenir. Il est resté, dans un premier temps, presque sans écho. Et pourtant, il fut l'acte fondateur de ce qu'on appelle aujourd'hui la France libre. Non pas une organisation, pas encore un mouvement, mais un souffle. Une promesse. Celle que la France ne serait pas réduite à la défaite, ni à la résignation.

Jean-Louis Crémieux-Brilhac, historien qui fut lui-même de ceux qui rejoignirent l'Angleterre, évoque à propos de cet appel une « utopie rationnelle ». L'expression ressaisit tout à fait ce que fut ce moment : un élan lucide. Un devoir de résistance, non par bravade mais par conviction, espoir et nécessité.

Car c'était bien une nécessité. Celle de maintenir vivant ce qui, au-delà des batailles perdues, incarnait le cœur d'une nation dont le tempérament s'est affirmé parmi les premières et qui continue de se faire entendre pendant les heures les plus sombres de son histoire. Comme De Gaulle le formulait lui-même : « L'honneur, le bon sens, l'intérêt supérieur de la patrie ». Ce sont des mots, quoique historiques, dont la résonance demeure tout à fait contemporaine.

Il faut essayer d'imaginer ce qu'a pu représenter ce sursaut en 1940. Pionnière historique de l'invention de la nation, La France, s'apprête à signer la fin de son histoire. D'Est en Ouest, le pays est occupé. Saint-Malo ploie parmi les dernières, le 20 juin.

Et pourtant, un homme, seul, rappelait que la France pouvait continuer, sans se laisser nulle autre alternative. De Gaulle engagea une « révolution nécessaire », quasi inéluctable et inédite au sein d'un contexte qui l'est tout autant.

C'est un dialogue timide qu'offre De Gaulle devenu insulaire aux métropolitains. Face à l'incertitude qui se dresse chaque jour plus nettement, il ose une promesse, ouvre un chemin. Lointain mais pragmatique.

Et c'est un geste de rupture. Une désobéissance, mais une « désobéissance sacrée » (Gary). Un devoir supérieur. C'est cela, aussi, que l'on se doit de transmettre. Non pas seulement une mémoire, mais une exigence.

Il s'agit d'une exigence qui s'adresse à chacun. À celles et ceux qui doutent face à un monde qui se complexifie à toutes les échelles. C'est une exigence qui s'adresse toujours aux jeunes générations.

Restitué par la famille du général aux autorités nationales il y a seulement 6 jours, le texte de l'appel du 18 juin était inconnu jusqu'alors. Insaisissable, mythique, c'est un discours qui fut rapidement érigé en symbole. C'est la démarche d'un homme puis celle de milliers d'autres qui firent résolument le choix de l'espoir. Parmi eux, le Commandant Le Gall, Citoyen d'Honneur de la Ville de Saint-Malo, son frère Alexis et vingt et un jeunes du Cap Sizun qui n'ont pas hésité à embarquer sur l'Ar Zénith, canot Dundee si typique et à rejoindre les forces françaises en Angleterre. L'Ar Zénith demeure aujourd'hui échoué dans la cale des torpilleurs au sein de l'Arsenal de la Marine à Solidor. Ce bateau est entretenu par une équipe de bénévoles que j'ai eu l'occasion de remercier officiellement ce matin à l'occasion d'une cérémonie devenue traditionnelle et empreinte d'émotion. Ces jeunes français qui n'ont pas hésité à tout quitter en 1940 pour partir vers l'inconnu, ils avaient fixé un cap, une ligne d'horizon, celle de la Libération du territoire. Résolument idéaliste, c'est cette exigence citoyenne qui doit demeurer dans chacun de nos esprits.

« Rome n'est plus dans Rome. Elle est partout où je suis », écrivait Corneille. Il en va de même pour la France. Elle n'est jamais seulement là où elle est tombée. Elle est là où l'on décide de la relever.

Le 18 juin, ce n'est pas seulement l'histoire d'un jour. C'est une posture. Une manière de penser. Une manière d'agir. C'est, encore et toujours, une boussole.

Vive la République, vie la France !